

Jacques Delors : « Il faut réhabiliter l'impôt citoyen »

Pour l'ancien président de la Commission européenne, un peu d'inflation sera nécessaire pour sortir de la crise

Entretien

Un monde nouveau est-il en train d'émerger ? À l'approche du G20, l'ancien président de la Commission européenne s'exprime sur la crise et sur la solidarité qu'il faut réinventer. Il publie, avec Michel Dollé *Investir dans le social* aux éditions Odile Jacob (280 pages, 23 €)

Les gouvernements ont-ils bien réagi face à la crise ?

Ils ont gardé la mémoire de la grande crise des années 1930 et de ce qui est arrivé au Japon, resté bloqué pendant dix ans, le trouve cela reconfortant. Ils n'ont pas commis d'erreurs dans la gestion de la crise. Aujourd'hui ils font face à trois problèmes. Le premier est le risque d'insolvabilité des banques. La charcuterie, à sa manière, a fait le nécessaire. Les autorités américaines ont tout de suite compris qu'il fallait éviter de nouvelles faillites de banques comme il y en a eu en Grande-Bretagne et comme cela s'est produit, on peut le dire, pour Dexia et pour Fortis dans une certaine mesure.

Deuxième problème : le risque de liquidités. Il n'est toujours pas surmonté, même si le marché interbancaire fonctionne un peu mieux. Le troisième est celui d'un recul trop important de la production. Hélas, la concertation et la coopération dans ce domaine en Europe sont insuffisantes.

« La France devrait montrer vis-à-vis de l'Organisation mondiale du commerce autre chose que cet air ronchon »

Cela vous surprend-il ?

Non. Lorsque j'avais proposé, il y a dix ans, qu'il y ait, au sein de l'Union économique et monétaire, à côté du pacte de stabilité monétaire, un pacte de coordination des politiques macroéconomiques, ce n'était pas simplement par souci d'équilibre entre le monétaire et l'économique. Je savais d'expérience que la coopération détruit peu à peu les murailles de méfiance ou d'égoïsme entre les pays. Or aujourd'hui, ce climat de confiance réciproque n'existe pas. **Le volontarisme de la présidence française était-il le seul moyen de faire ça ?**

Pas du tout. Ne coupons pas les cheveux en queue. La présidence française a été positive. Elle a secouru le système, mais il y a un problème de fond. L'Europe des institutions (Conseil des ministres, Parlement, Commission) s'est affaiblie au profit de l'Europe des États. Désormais, tout remonte au



Jacques Delors. BRUNO FERT PICTURES/LE MONDE

Conseil européen. Mais que peut-on faire à vingt-sept en deux demi-journées et un dîner ? L'Union économique et monétaire boite. Du côté monétaire, la Banque centrale européenne (BCE) agit plutôt bien. Mais c'est l'autre volet qui manque.

Le plan de relance français a-t-il été critiqué pour son manque d'ampleur. Qu'en pensez-vous ?

En général, la France réagit plus tardivement aux crises, mais elle souffre plus longtemps du fait d'une compétitivité insuffisante. C'est la raison pour laquelle j'aurais été partisan qu'on équilibre davantage les mesures de soutien à la consommation et d'aide à l'investissement. Il y a un autre problème que personne n'ose poser : pourquoi sortir de cette crise sans un petit peu d'inflation ? La Commission européenne devrait bâtir quelques scénarios à la BCE, prévoyant ou non un taux d'inflation au-dessus de 2 % qui permettrait sans être galopant de faciliter la reprise et le remboursement des dettes.

Vous, le père de la désinflation compétitive, vous préférez un peu plus d'inflation ?

Le pense qu'il sera difficile d'obtenir un rebond de l'économie, compte tenu de notre endettement, sans accepter provisoirement un peu plus d'inflation rampante. Je suis également persuadé que la France devrait montrer vis-à-vis de l'Organisation mondiale du commerce autre chose que cet air ronchon. Son attitude d'un fond de culture protectionniste et franchouillarde.

Elle doit reprendre l'initiative, d'autant que ce n'est pas la que notre agriculture est menacée. Elle l'est davantage par les réformes envisagées de la politique agricole commune.

Face au choc social, le gouvernement devra-t-il adopter d'autres mesures ?

Nous sommes arrivés au bout des mesures à court terme. Il faut maintenant envisager le problème général de la demande et surtout laisser tomber l'orgueil. Le pouvoir n'ose pas revenir sur l'exonération des heures supplémentaires ni sur le bouclier fiscal. Deux mesures à contre temps. Si l'on veut préserver le capital humain, éviter les licenciements, c'est indispensable. **Pourra-t-il éviter d'augmenter les impôts ?**

Sûrement pas. L'impôt citoyen par excellence, c'est l'impôt sur le revenu. Eluder la réflexion sur ce sujet constitue une grave erreur, au moment où il faut impérativement investir dans le social. **« Investir dans le social »**

que voulez-vous dire ?

L'Etat providence est en crise de financement et d'efficacité. En partie parce qu'il n'est plus du tout adapté à l'évolution de la société. C'en est fini du modèle où le chef de famille assurait, par son travail, la protection sociale de toute la famille. L'emploi est devenu pour chaque individu un élément essentiel d'intégration et de citoyenneté. **Nicolas Sarkozy avait donc raison d'en faire un thème dominant de sa campagne ?**

Il n'avait pas tort. L'inégalité d'accès à l'emploi, ce que nous appelons « l'emploi en miettes » est devenu la principale cause d'inégalité. C'est contre cette injustice qu'il faut lutter par toute une série d'investissements sociaux dans la garde d'enfants collective, pour encourager le travail féminin, dans l'éducation et la formation pour lutter contre l'échec scolaire, etc. **Peut-on réaliser cet investissement social en période de crise ?**

Rien sûr, à condition de cesser de raisonner à court terme. Un exem-

ple, pour les jeunes, Martin Hirsch a suggéré que l'on puisse faire des preembauches. Aussitôt le patron s'est inquiété. Mais chaque année, 100 000 personnes de plus partent à la retraite et 80 000 jeunes en moins cherchent du travail. C'est une bonne opportunité. **Comprenez-vous la démarche de Martin Hirsch, homme de gauche, qui participe à un gouvernement de droite en se disant : « l'important est de faire aboutir les dossiers » ?**

Martin Hirsch se dit demandons 100 pour obtenir 50. Mais on ne peut effacer comme les climats politiques. Ce qui se passe sur les jeunes est symptomatique d'un jeune sur six qui quitte l'enseignement secondaire sans diplôme. Nous avions proposé une mobilisation générale des moyens de l'éducation nationale, des acteurs de la formation continue, du service public de l'emploi pour redonner confiance et capacités à ces jeunes. **Sans succès. Les syndicats français sont-ils**

capables de s'engager dans des réformes ?

Il faut être indulgent avec eux. Ils savent qu'ils doivent se réformer. Mais ils ne peuvent pas cavalier derrière le président de la République. L'Etat doit leur dire ce vers quoi il faut aller et les laisser ensuite négocier sur des objectifs assez précis. Le rythme actuel est incompatible avec un travail de fond. **La montée de l'individualisme n'est-elle pas un frein à la solidarité ?**

C'est vrai qu'il faut se battre contre une société de l'indifférence où l'individu sera considéré comme seul juge de ce qui est bon ou mauvais. Il faut aussi lutter en France contre l'héritage néo-républicain qui veut que la République étant une égalité irait de soi. Nous voulons une société plus solidaire dans les faits en recherchant sérieusement l'égalité des chances, faute de quoi nous irons vers de très graves difficultés sociales. **La crise peut-elle aider à changer les mentalités ?**

Oui, mais à une condition : qu'on rende sa fierté au service de l'Etat et de l'intérêt général. Aujourd'hui, on est dans l'idéologie du court-termisme. Le commissariat au Plan permettait de voir loin. Il a été supprimé. L'Insee produit des statistiques reconnues dans le monde entier. Il est malmené. La haute fonction publique élabore des rapports d'excellente qualité, mais qui s'en soucie ? Dans les cabinets ministériels la « com » a pris le dessus sur tout le reste. Il faut être vigilant et se méfier des possibles retours en arrière. Le monde de la finance est peu enclin à mea culpa et beaucoup se disent : « quand on sera renfloué, tout pourra recommencer comme avant ! »

Vous réfléchissez soit elle une invitation au PS à se renouer ?

Par rapport à la gauche, je me considère comme un simple adhérent. Je ne suis pas la pour faire élire mais pour faire débattre, ce que permet l'évolution actuelle du PS qui a ouvert les portes aux partenaires sociaux et aux intellectuels. **Propos recueillis par Alain Frachon, François Freszou et Claire Guélaud**

Pour l'économiste Michel Dollé, l'emploi est « en miettes »

COAUTEUR du livre *Investir dans le social*, l'économiste Michel Dollé estime que les grandes victimes de cette crise « seront, comme toujours, les travailleurs précaires, les jeunes sortis sans diplôme ni qualification du système scolaire, les personnes peu qualifiées, ayant été amenées à quitter, pour une raison ou une autre, leur emploi ».

« Tous, précise-t-il, se trouvent au bas de l'échelle des revenus, tourbillonnent sur des emplois courts et sont bien plus fragiles

que les salariés de grandes entreprises travaillant à temps plein ». On voit en outre trop souvent que les écarts de salaires sont la principale cause des inégalités en France. En réalité, précise-t-il, « ce qui fait problème, c'est l'emploi en miettes : les 10 % les moins payés travaillent en moyenne 13 semaines par an, soit un tiers de 20 heures par semaine ». Par conséquent, « travailler plus pour gagner plus, ce n'est sûrement pas favoriser les heures supplémentaires et donc

freiner les embauches », comme le pense Nicolas Sarkozy, mais « bien viser ce public de personnes enstuyées dans le sous-emploi et reconstruire pour elles un emploi meilleur ».

Pour y parvenir, Michel Dollé juge indispensable de « révisiter les politiques publiques d'emploi, de formation, d'éducation, sur ceux qui en ont le plus besoin ». Ce recadrage lui paraît d'autant plus urgent que la France « traverse une récession d'une gravité inédite » et

que les dispositifs actuels ne soutiennent pas ceux qui en ont le plus besoin. Actuellement, l'assurance chômage aide le plus ceux qui ont plus de chances de retrouver un emploi rapidement et aide le moins ceux qui ont le plus de difficultés à sortir du chômage. C'est tout sauf juste », constate-t-il en remarquant aussi que « la France est l'un des pays qui produisent le plus d'échecs scolaires, dans l'enseignement obligatoire ou pendant les premières années du supérieur ».

ENQUÊTE SUR LE MONDE INTELLECTUEL

Manière de voir
Le Monde Appartenance
A QUI PROFITE LE SAVOIR ?

La Guerre des idées

En cartes et en chiffres : la circulation internationale des livres, des brevets, des chercheurs

100 pages - 7 €
EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

A l'UMP, la cohabitation forcée de M. Bertrand et M. Lefebvre

Xavier Bertrand a bon appétit. Tant mieux ! Choisi en janvier par Nicolas Sarkozy pour succéder à Patrick Devedjian, le secrétaire général de l'UMP est contraint d'avaler quel que chose de nouveau. La plus visible a pour nom Frédéric Lefebvre, le porte-parole du parti qui a entrepris d'assurer la communication du parti majoritaire.

Imposé par Nicolas Sarkozy, le député des Hauts-de-Seine communique à tout va, jusqu'à devenir la voix officielle de l'UMP. Guadeloupe, Internet, rémunération des patrons, rien n'échappe à cet ancien lobbyiste qui a compris que la polemique est plus payante que le consensus. Il tape sur le PS, cogne sur Segolène Royal et Martine

Aubry, ses deux cibles de prédilection, et défend avec zèle Nicolas Sarkozy. Ses sorties, dans la crise guadeloupeuse, sur les « lionsnes maucutes » du LPK ont choqué quelques éminences du parti, comme Jean-Pierre Raffarin, soucieux que son parti soit en mesure de délivrer « un message apaisant ».

Mais Frédéric Lefebvre a la confiance du président. Un signe ? Le « sniper de l'UMP » a été admis dans le cercle restreint du G6, ce petit cercle de ministres réunis dans un premier temps autour du chef de l'Etat et, plus récemment, autour de Claude Guéant, le secrétaire général de l'Elysee pour cadrer la parole gouvernementale. L'Elysee sait que les militants apprécient ce polemistique qu'il

« tout haut ce qu'ils pensent ». Son style « un peu bourrin », comme le qualifie Emmanuel Mignon, la conseillère du président de la République, plaît à la base !

Choisi pour sa « rondeur », ses capacités de rassemblement, Xavier Bertrand, qui entendait faire œuvre de « pédagogie » auprès des militants pour vanter les réformes de Nicolas Sarkozy, apparaît paradoxalement un brin en retrait. Le secrétaire général de l'UMP a tenté en vain de reprendre la main sur son porte-parole. Mais la tâche est rude. Lors d'un comité exécutif du parti, il a vu Frédéric Lefebvre prendre inopinément la parole pour conclure la réunion. Certains ministres ne savent

plus à qui s'adresser. Les rumeurs dans la presse sur les bisbilles entre les deux hommes ont été jugées inopportunes. Depuis, Xavier Bertrand s'efforce de convaincre de leur harmonie. « Au PS, Martine Aubry était entourée de Benoit Hamon, nous ne pouvions pas nous passer d'un porte-parole. Frédéric est un cheval de course. Il fait son travail à merveille. Il a un neuvième sens pour sentir l'état d'esprit des militants », commente l'entourage de Xavier Bertrand.

Les fins connaisseurs de la Sarkozy observent avec gourmandise l'attelage, rappelant que le chef de l'Etat n'aime rien tant que « régner par la division ». **Sophie Landrin**

